

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

VENDREDI

24 MARS 1939

4^e Année — Numéro 114

Le Numéro : 0 fr. 75

RÉDACTION - ADMINISTRATION

15, passage Dubail
 34, boul. Magenta, Paris (10^e)

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an, 30 fr.,
 6 mois, 16 fr.; 3 mois, 8 fr.
 Etranger : 1 an, 40 fr.; 6 mois,
 20 fr.; 3 mois, 10 fr.
 Compte chèque postal : Roussel
 2247-23 Paris.

Le 6 Février de Monsieur Daladier

Front uni pour les libertés ouvrières !

MONSIEUR Daladier a demandé et obtenu les pleins pouvoirs. Il n'est pas un ouvrier qui ne comprenne ce que cela signifie: un coup dirigé contre les libertés ouvrières, une attaque contre les organisations ouvrières.

A nouveau, comme en février 1934, les libertés démocratiques sont menacées par la bourgeoisie elle-même et la classe ouvrière, menacée doit se lever pour défendre ses libertés. Il importe donc d'établir au plus vite comment et par quels moyens doit être menée cette lutte avec qui et pourquoi.

Cinq années se sont passées depuis le 6 février, cinq années qui ont ramené le danger plus immédiat, plus brutal, et, se profilant derrière, la menace terrible de la guerre. Cinq ans qui n'ont rien appris aux dirigeants des organisations ouvrières. Mars 1939 les voit prêts à commettre à nouveau les mêmes crimes, avec plus de cynisme encore et comme s'ils voulaient voir la classe ouvrière battue et eux avec.

Les progrès qu'a fait la réaction

crèvent les yeux. En février 1934, ce sont des bandes fascistes et réactionnaires armées qui ont essayé par la violence d'instaurer un pouvoir fort, en balayant la démocratie parlementaire, le parti radical et M. Daladier. Aujourd'hui, c'est Monsieur Daladier lui-même qui se charge de liquider un peu plus les institutions républicaines, c'est le parlement lui-même et tout l'édifice parlementaire qui s'écroule.

Elle pourrait cependant vaincre si elle tire les leçons de 34. Le magnifique mouvement antifasciste de 1934, avec son allant, sa combativité ne se fixait pas de limite. Au contraire, le fait même que les ouvriers tenaient la rue, la disputaient aux fascistes et à la police, créait chez eux un besoin d'aller plus loin, que les plus intelligents des dirigeants ouvriers surent comprendre, utiliser pour le mieux freiner : Jouhaux présentait à l'époque son plan et Paul Faure se prononçait pour la prise du pouvoir et les nationalisations. Mais ces phrases mé-

mes furent bien vite abandonnées. Il ne fut plus dès lors question que de l'union des républicains et de l'union de tous les Français. Le résultat de cette politique c'est que la classe ouvrière est battue et plus divisée que jamais.

Faut-il redire encore pourquoi ? Parce que le capitalisme ne peut plus se sauver que par des contre-réformes systématiques, qu'en brisant, dans ce but toute volonté de résistance ouvrière. C'est seulement lorsqu'il se sent menacé dans sa vie même, lorsqu'il craint de perdre tout son profit qu'il en abandonne une partie, lorsqu'il se croit menacé de se voir le pouvoir arraché de mains qu'il consent à revenir à la démocratie. Ainsi en Juin 36.

Autrement dit : il n'y a pas de victoire possible dans la lutte pour la défense des libertés démocratiques si l'on borne la lutte à des objectifs de conservation de la démocratie bourgeoise. Si le prolétariat ne se fixe pas des objectifs plus vastes, révolutionnaires, s'il n'attaque pas le régime lui-même, mais au contraire se limite à le conserver, il laisse intactes les causes qui poussent la bourgeoisie vers le fascisme et même s'il réussit à prolonger de quelques mois la vie de la démocratie bourgeoise, il ne fait que préparer une explosion plus violente, un retour offensif de la réaction.

Comment, dès lors, ne pas qualifier de criminelle l'attitude des dirigeants « socialistes » et « communistes », qui nous expliquent gravement tout d'abord qu'il faut faire appel à tous les républicains pour défendre la république, puis le lendemain ajoutent rassurés que la république n'est pas en danger puisque MM. Joseph Caillaux,

Abel Gardey, et le président Daladier lui-même ont déclaré qu'il n'en voulaient pas à la liberté ?

Lisez, par exemple, ces lignes sans malice de Ce Soir, du 21 mars : « On redoutait que M. Daladier ne portât, demain, atteinte aux libertés républicaines. Saluons avec satisfaction l'effet heureux des inquiétudes traduites à cet égard au Parlement : d'une part MM. Caillaux et Gardey ont souligné au Sénat que les pleins pouvoirs ne doivent jamais permettre une atteinte à notre démocratie ; d'autre part, M. Daladier a dû (sic) assurer qu'il n'a à cet égard aucun dessein fâcheux. (resic) »

Les ouvriers peuvent dormir sur leurs deux oreilles : M. Daladier défend les libertés démocratiques. Pour notre part nous disons : les libertés démocratiques ne peuvent être défendues que par une action unie de toute la classe ouvrière qui se fixe comme premier objectif le respect intégral des lois sociales et le maintien des conditions de vie des travailleurs :

Retour aux 40 heures ;
Relèvement des salaires et échelle mobile ;
Amnistie totale pour les grévistes du 30 novembre ;

Rétablissement des délégués dans tous les droits reconnus en Juin 36 ;
Cessation de toutes les poursuites contre les militants, la presse et les organisations ouvrières ;
Contrôle ouvrier sur la production et la répartition sur les fabrications concernant la défense nationale ;
Voilà les mots d'ordre pour lesquels il faut lutter ; voilà sur quel programme il faut défendre la démocratie contre M. Daladier et contre Hitler.

Et d'abord ce sont les révolutionnaires qu'il faut faire taire Nouvelles poursuites contre le Parti Ouvrier Internationaliste

Après les procès contre Suzanne Charpy et Morel, gérants de « Révolution », contre Lorel, gérant de la « Lutte Ouvrière », contre Stève, des Jeunes Socialistes révolutionnaires, voilà que prend corps une offensive massive de la police et de la justice du régime des « pleins pouvoirs » contre le P.O.I. et le J.S.R.

Cependant, que sous le signe de la préparation à la guerre, la dictature bureaucratique se raffermisse et entreprenne toute une série de mesures pour mater la classe ouvrière, lui reprendre les avantages acquis, lui rogner ses libertés élémentaires, mettre au pas les travailleurs, les coups de la répression redoublent de vigueur et de cynisme contre notre parti et nos Jeunes.

Si le gouvernement escompte des réformistes et des staliniens une opposition de complaisance ou un soutien actif pour sa politique de restauration de la discipline et du travail, il nous réserve au contraire les coups les plus brutaux.

Au cours de cette semaine, quatre inculpations nouvelles ont été prononcées par le juge Combeau pour le seul avant dernier numéro de « Révolution », organe des Jeunes Socialistes Révolutionnaires. Le gérant, notre camarade Beaufrère est deux fois inculpé. Deux autres militants, Philipp et Forges, sont inculpés. Un article consacré à la démocratisation de l'armée et aux revendications élémentaires des soldats est taxé de provocations à la désobéissance. Les articles d'information syndicale et les nouvelles d'usines font l'objet de poursuites — en vertu du récent décret-loi qui a complété la législation scélérate — pour « provocation au refus de faire des heures supplémentaires ».

En même temps, devant le tribunal de Saumur, doit comparaître notre camarade Beaufrère auquel l'accusation reproche d'avoir distribué un tract du P.O.I. et des J.S.R. de notre rayon d'Anjou. Il s'agit d'un tract intitulé : « Défendons les 40 heures. A bas le gouvernement Daladier. En prison les cacouillards... » Dans ce tract figure le rappel d'octobre 1917 et de la glorieuse lutte des bolcheviks « qui savent faire sortir des convulsions de la guerre la révolution socialiste ». Le Parquet inculque ce passage et a in-

culpé notre camarade Beaufrère de... « provocation à l'insoumission » — délit nouveau également, institué par une loi de 1928. L'insoumission n'a jamais été notre doctrine car nous savons que les prolétaires devront partir à la guerre comme des esclaves et que des dérobades individuelles ne préserveraient ni leurs auteurs ni la classe travailleuse, ni la société du fléau de la guerre. Il n'y a dans le texte poursuivi aucune allusion directe ou lointaine à l'insoumission qui ni en octobre 1917 ni en mars 1939 ne résoud la question de la guerre. Mais peu importe à la justice aux ordres qui prend prétexte de la qualité de fonctionnaire de notre camarade pour requérir contre lui une peine qui peut s'élever à deux ans de prison.

La Sûreté Générale, le Parquet, le Deuxième Bureau sont prêts à se déchainer sur nous. Demain on arrêtera de jeunes camarades sous l'inculpation d'espionnage et de sabotage de la Défense Nationale parce qu'ils auront dit ou écrit que les soldats sont mal nourris et mal soignés ou bien qu'une fabrique de chaussures a renvoyé dix ouvriers ; publier pareille chose, c'est démoraliser les populations civiles et militaires, c'est suggérer à l'ennemi qu'il nous manque encore des boutons de gilets, et lui indiquer qu'il doit s'armer de tartines de confitures.

Demain, de jeunes soldats risqueront le falot pour avoir dit à leurs parents ou à leurs amis leur misère et leur cafard, parce que la presse ouvrière aura publié des extraits de leurs lettres. « Du Michelin tous les jours » et il n'en faudra pas plus pour infliger quelques années de prison à de jeunes gars.

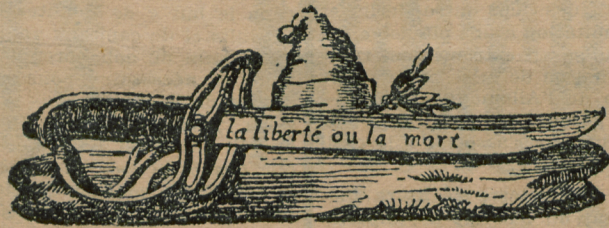
Tous seront indistinctement frappés. Jeunes socialistes, jeunes communistes, jeunes syndiqués, jeunes organisés, jeunes trotskystes, la justice militaire ne fera pas de différence. Et c'est pourquoi précisément, nous appelons tous les jeunes travailleurs, tous les militants ouvriers à la lutte contre cette répression. Malgré les infamies chauvines du Populaire et de l'Humanité, malgré les bons offices que le Guepéou s'efforce de rendre à la police contre nous, nous sommes persuadés que nous lutterons tous ensemble contre la répression.



Les voies du Drang nach Osten

Ces cartes montrent clairement l'importance pour la pénétration du Reich en Europe Orientale de la possession complète de la navigation du Rhin au Danube, c'est-à-dire de la Hollande à la Roumanie.

Nos Conférences sur la Révolution française



JEUDI 30 MARS :
La Révolution Française face à l'Europe féodale, par H. MORRIS
Palais de la Mutualité, à 20 h. 30, Salle M.
Nous invitons particulièrement les jeunes, les étudiants, tous les travailleurs qui veulent s'instruire, à fréquenter ces conférences, qui empruntent une grande importance aux circonstances actuelles.

PROCHAINES CONFÉRENCES :
JEUDI 13 AVRIL : Marat, par D. ROUSSET.
JEUDI 20 AVRIL : Les prémisses socialistes dans la révolution bourgeoise, par L. RIGAL.

Après la fin de la démocratie tchèque
la fin de la démocratie française.

Pour barrer la route au massacre avec la IV^e Internationale

L'annexion de la Bohême, de la Moravie et de la Slovaquie par l'Allemagne vient à nouveau de bouleverser l'Europe et le monde. Par cette conquête, l'impérialisme allemand démontre une fois de plus que rien ne l'arrêtera dans sa volonté brutale de faire survivre le régime pourri du capitalisme. Les intérêts de l'industrie lourde lui indiquent la voie : Hitler doit être le restaurateur du vieux rêve de l'expansion allemande vers l'Orient : Europe Centrale, Balkans, Asie mineure, Indes.

Devant cette offensive, la bourgeoisie tchèque n'a pas hésité à sacrifier les peuples de Bohême et de Slovaquie : elle a livré aux bandes de la gestapo des centaines de milliers de travailleurs animés de l'idéal socialiste, et est devenue du jour au lendemain une vassale docile du fascisme.

Le « protectorat » du Reich signifie le pire régime colonial pour les peuples de Tchéco-Slovaquie. La lutte pour les droits nationaux, pour la séparation du Reich, la défense de la classe ouvrière et paysanne étroitement liée à ces droits, contre la domination fasciste, sont des devoirs absolus. Le P.O.I. tend la main à ces peuples asservis, écrasés par l'impérialisme le plus barbare ; il rappelle en même temps que c'est la bourgeoisie tchèque elle-même qui a préparé cette situation, par toute sa politique antérieure.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit à la vie indépendante des petits peuples, n'existe pas pour le capitalisme. Il n'existait pas (malgré les 14 points de Wilson) lors du Traité de Versailles, il n'existe pas pour le Reich hitlérien. Et il n'existe pas non plus pour l'impérialisme anglais, américain ou français.

En septembre, Chamberlain et Daladier ont tout fait pour faciliter à Hitler le premier démembrement de la Tchécoslovaquie. La City et la Bourse ne jugeaient pas nécessaire à ce moment-là, de défendre « jusqu'au bout » l'existence des petits peuples. Mais en Mars, l'Angleterre exige que tous les pays garantissent l'inviolabilité de la Roumanie, par la guerre si c'est nécessaire. De toute évidence, ce n'est pas l'indépendance de la Roumanie, qui intéresse si vivement l'Angleterre ; mais la route de l'Asie mineure et des Indes, qu'elle veut barrer à l'Allemagne.

Ainsi, les intérêts impérialistes qui commandent le monde, mettent à nouveau les peuples à deux doigts de la plus immense tuerie qu'ils auraient jamais vue. Les guerres du Japon contre la Chine, de l'Italie contre l' Abyssinie, ont été les avant-coureurs de ce cataclysme qui ne sera rien d'autre qu'une nouvelle tentative pour un nouveau partage du globe entre les grands rapaces impérialistes.

L'entrée de l'URSS en scène pour sa défense contre l'offensive allemande se justifie entièrement. Mais son entrée dans un bloc commun avec les Etats-Unis, l'Angleterre et la France menace de faire servir son appoint, non à la défense du prolétariat et à la transformation de la guerre impérialiste en une révolution socialiste qui seule pourrait rétablir définitivement la paix, mais à la victoire impérialiste de l'axe Paris-Londres.

Ce danger ne menace pas seulement les peuples de la coalition « démocratique ». Il menace aussi les peuples de l'URSS, qui risquent de voir le capitalisme rétabli chez eux au cours même de la guerre.

Par la course aux armements, quelles que soient les formules derrière lesquelles elle se couvre, par les ultimatums qu'échangent les deux axes, dans le silence total des partis de la 2^e et de la 3^e Internationale, acquis aux plans de l'axe Londres-Paris, l'Europe court à la guerre infailliblement.

C'est dans cette situation qu'il faut répéter, avec plus d'énergie que jamais, que la paix ne pourra sortir en Europe, que de l'établissement des Etats-Unis socialistes, de la révolte des classes exploitées triomphant de la guerre impérialiste, de la fraternisation de tous les prolétaires et non de leur massacre mutuel.

La première conséquence pour la classe ouvrière française est l'établissement de l'Etat de siège, de la mobilisation permanente. Daladier a réclamé la « rapidité » et le « secret » pour préparer le pays à la guerre. Les Chambres lui ont accordé sans difficulté les pleins pouvoirs dans ce but. Une série de décrets-lois rapproche encore le régime politique et social de la France d'une dictature fasciste. Les faits prouvent ainsi une fois de plus que la conduite de la guerre pour des buts impérialistes (offensifs ou défensifs) conduit fatalement à la ruine des libertés démocratiques. C'est la dictature totale de l'Etat-Major et de l'Industrie qui l'emporte.

Voilà pourquoi la lutte pour les droits démocratiques des masses acquiert maintenant une importance de plus en plus grande, absolument décisive. Sans doute, les travailleurs se trouvent maintenant placés devant la situation la plus difficile. Le régime de Clémenceau va renaître, aggravé encore de toutes les tortures inventées par le fascisme. L'appel à la « défense de la liberté » commence par la destruction des libertés. Et tout cela se fait sous l'égide de la Chambre du Front Populaire !

Devant cette situation pleine de périls, les rangs de la IV^e Internationale se serront avec confiance et dévouement. Le capitalisme moribond peut encore accumuler des holocaustes, — mais il est condamné lui-même à ne pas sortir vivant du massacre qu'il prépare.

Alerte à nos lecteurs ! La Lutte hebdomadaire en danger

SOUSCRIPTION

Galetté P., 100 ; Rivière, 40 ; David R., 50 ; Argentine, 150 ; Guermann, 47 ; Condrin, 25 ; 15^e Cellule, 100 ; Max, 30 ; Elle, 50 ; Morris, Suzanne, 100 ; Donat, 200 ; O. 394 ; 14^e (suppl.) 50 ; 17^e (suppl.) 50 ; Verdier, 50 ; Jacques, 50 ; 17^e cellule, 400.

Il n'est rentré, cette semaine, que 8 abonnements, dont 5 seulement d'un an. Il nous faut vingt abonnements complets par semaine pour pouvoir assurer, avec les phalanges, la parution hebdomadaire de La Lutte.

Tous au travail pour une nouvelle campagne d'abonnements. Chaque camarade, sympathisant, lecteur, doit nous fournir, dans les 8 jours, 3 abonnements d'un an ou 6 abonnements de six mois ou 12 abonnements de 3 mois.

Il n'est pas encore rentré 50 % des phalanges de soutien attendues. Que tous les camarades en retard envoient leurs phalanges immédiatement au C.C. Paris-Roussel 2247-23. Particulièrement les cellules de Lille, Marseille, Lyon, dont nous n'avons rien reçu pour mars.

Que tous nous envoient un palang de soutien supplémentaire. Dans l'état actuel, nous ne pourrions pas assurer la parution de « La Lutte » si chaque camarade ne le soutient pas d'une phalange, ne lui recourte pas des abonnements et des souscripteurs.

C'est de l'effort des camarades dans les jours qui viennent QUE DÉPEND LA PARUTION DU PROCHAIN NUMÉRO DE « LA LUTTE » et le maintien d'une « Lutte » hebdomadaire.

Au moment où le rassemblement des ouvriers sur une plate-forme de lutte est une question de vie ou de mort, tous doivent comprendre leur devoir et le faire sans tarder.

La crise européenne devant le congrès du parti communiste russe

Les événements de l'Europe Centrale ont placé au premier plan les interventions au Congrès de Moscou concernant la politique internationale. Il est à remarquer que le discours de Staline et celui de Manouïlsky développent chacun un aspect différent de la question, se complètent mutuellement. Mais les perspectives tracées dans ces discours semblent avoir été dépassées par les événements du jour au lendemain.

La préparation de la « guerre juste ». Le discours de Manouïlsky ne laisse aucun doute là-dessus. Et l'attitude équivoque prise actuellement envers le gouvernement Daladier par L'Humanité n'est-elle pas significative ?

Mais, le prolétariat doit comprendre que quelque soit le déroulement des événements, ce n'est pas la politique de la 3^{ème} Internationale qui peut lui servir de directive pour la défense de ses intérêts, pas plus que pour la défense réelle de l'URSS.

La défense de l'U.R.S.S.

Staline, la 3^{ème} Internationale veulent imposer au prolétariat l'union sacrée « contre les fascistes ». (Mentionnerons-nous encore les propositions très nettes dans ce sens faites à la Chambre par Duclos ?). Tout pour la « guerre juste » ! Mais, comment la chute du capitalisme (Manouïlsky en parle) pourra-t-elle sortir d'une guerre où les partis de la 3^{ème} Internationale se seront employés à faire oublier un prolétariat tout objectif révolutionnaire. Est-ce la victoire des « démocraties » qui renforcera brusquement la conscience révolutionnaire des masses ? Il serait risible de prétendre que l'union sacrée aboutira à cela. Est-ce la victoire des fascistes ? Mais alors à quoi aura servi l'union sacrée ?

Non, ce n'est pas dans l'union sacrée que doit s'exprimer la solidarité du prolétariat international envers l'URSS.

Pour Staline, ce sont les forces militaires de la bourgeoisie qui comptent pour la défense de l'URSS. Staline méprise les forces de la classe ouvrière internationale.

Mais ce n'est pas l'opinion de Staline qui importe au prolétariat international. Pour le régime stalinien, l'offensive du prolétariat international compte moins que l'alliance des gouvernements bourgeois ; cette offensive est même dangereuse pour lui, car son succès signifierait la chute de la bureaucratie qui s'est appropriée les conquêtes d'octobre. Mais ce n'est pas le régime stalinien que le prolétariat international défendra, c'est le pays qui reste, malgré ses dirigeants actuels, le pays où le règne du capitalisme a pris fin depuis 21 ans, le pays que les gouvernements « démocratiques » haïssent tout autant que le haïssent les gouvernements fascistes.

Et l'URSS ne peut être défendue que par le renversement de ces gouvernements fascistes ou « démocratiques », que par le développement du mouvement révolutionnaire en France et en Angleterre, aussi bien qu'en Allemagne, en Italie et au Japon, que par la lutte contre l'union sacrée contre la préparation à la guerre, quelles que soient les qualifications dont on affuble cette dernière.

A. TARET.

Le discours de Manouïlsky

Tout en critiquant violemment, comme l'avait fait Staline, les bourgeoisies française et britannique, Manouïlsky expose longuement les avantages d'un changement de politique des pays « démocratiques » et toute la suite de son discours indique que ce changement de politique des gouvernements bourgeois doit être l'objectif essentiel de la classe ouvrière française et britannique.

Il est vrai que Manouïlsky a parlé de « mûrissement dans les masses de l'idée de l'assaut contre le capitalisme » ; il a déclaré que : « Les travailleurs des pays capitalistes veulent vivre sans fascisme, sans capitalisme. Les travailleurs veulent le socialisme ».

Mais, est-ce le renversement du capitalisme, est-ce l'instauration des « soviets partout » que Manouïlsky pose comme objectif à la lutte du prolétariat international ? Il parle bien des armes dont dispose la classe ouvrière, des grèves, des mouvements de masse. Mais pas un mot sur le capitalisme en liaison avec ce passage sur les mouvements de masse ! Les armes de la classe ouvrière, proclame Manouïlsky, doivent servir uniquement à obtenir des gouvernements bourgeois un renversement de politique extérieure en faveur de la réalisation du « bloc des démocraties ». Voici le passage en question du discours de Manouïlsky : « Mais pour obtenir un tel tournant dans la politique des Etats dits démocratiques, il faut que la classe ouvrière elle aussi mette en action des forces de pression matérielle sur les gouvernements bourgeois. L'arme dont dispose la classe ouvrière, ce sont les grèves, les manifestations de masse ; c'est le mouvement populaire contre les guerres de rapine, l'emploi de cette arme produira des résultats d'autant plus grands que la classe ouvrière aura établi plus rapidement l'unité d'action internationale. »

Dans quel but l'action ouvrière ?

C'est donc là « l'appui moral des travailleurs de tous les pays envers l'URSS » que voudrait voir Staline ! Staline n'a besoin de la solidarité du prolétariat international que pour autant que ce dernier lui procure l'appui de ces mêmes gouvernements réactionnaires que Staline et Manouïlsky ont traités dans leurs discours avec un mépris paraissant si absolu !

C'est ici le noeud du problème ! Les événements de l'Europe centrale le revirement britannique en faveur d'une collaboration avec l'URSS ont dépassé de loin les perspectives que traçait le congrès de Moscou.

Hitler s'est chargé de provoquer le « rassemblement des démocraties », que la 3^{ème} Internationale, par la voix de Manouïlsky, désignait comme objectif à la classe ouvrière de France et d'Angleterre.

Le gouvernement britannique persistera-t-il dans sa nouvelle attitude, le « bloc des démocraties » se réalisera-t-il effectivement ? Il est trop tôt pour en juger. Mais une déduction s'impose : si ce bloc se réalise, la 3^{ème} Internationale ne verra plus aucune nécessité à pousser les masses ouvrières à une action autre que celle de l'appui absolu

Les démocraties s'annexeront-elles l'Italie ?

Les semaines qui viennent vont voir une réorientation de toute la politique européenne. Hitler, après avoir rayé la Tchécoslovaquie de la carte de l'Europe, continue son offensive vers l'est, et s'efforce d'atteindre définitivement la frontière russe en mettant la main sur la Hongrie, la Roumanie et la Pologne. Les deux objectifs immédiats sont la Hongrie et la Roumanie.

Dans le même temps l'Angleterre fait tous ses efforts pour dresser une coalition européenne qui, de Moscou à Paris, encerclerait l'Europe.

Chaque jour apporte de nouvelles modifications au tableau de l'Europe ; chaque jour modifie un peu la situation. Il importe d'essayer d'avoir une image exacte sur l'évolution probable de la situation dans les semaines à venir.

Déjà l'orientation de la Hongrie ne semble plus faire de doute. Après avoir eu ses velléités d'indépendance dans les jours qui précèdent l'occupation de l'Ukraine ; après avoir donné à cette opération un caractère offensif contre l'Allemagne, elle s'est empressée d'adresser à Hitler ses plus chaudes félicitations. Le président du conseil, M. Teleki, a exalté la communauté de destin hungaro-allemand et déclare : « Même les traités de paix n'ont pas mis fin à la communauté du destin hungaro-allemand, au voisinage duquel des puissances ont dressé un géolier, la Tchéco-Slovaquie, bâti sur une série de mensonges. »

Comment en serait-il autrement puisque l'Allemagne seule était dès 1937 le premier acheteur des produits agricoles hongrois ? Elle lui achetait 53 % de ses exportations et fournissait 80 % des produits industriels dont la Hongrie avait besoin. Les clients et les fournisseurs les plus importants de la Hongrie étaient ensuite la Tchécoslovaquie et l'Autriche qui lui achetaient les produits alimentaires qu'elle produisait en quantité suffisante. Aujourd'hui, près de 78 % du commerce hongrois est entre les mains de l'Allemagne.

CEUX QUI S'ENRICHISSENT PAR LA GUERRE

Société générale d'explosifs « Cheddites ». — Les produits bruts de l'exercice 1938 se sont élevés à 8.861.580 frs contre 5.861.184 francs pour 1937.

La presse chauvine socialiste et communiste profite de la conquête de la Tchécoslovaquie par Hitler pour pousser l'impérialisme français vers une politique de fermeté, c'est-à-dire vers une guerre impérialiste. Nous ne suivons pas Blum et Thorez dans cette voie. Le prolétariat n'est évidemment pas indifférent quand on assassine l'indépendance d'un peuple. Mais la lutte pour l'indépendance du peuple tchèque, comme la lutte pour l'indé-

pendance algérienne, indochinoise, indoue, etc., est pour nous partie intégrante de la lutte émancipatrice du prolétariat international. Seule la révolution socialiste européenne, qui aboutira aux Etats-Unis Socialistes d'Europe résoudra le problème national dans l'Europe balkanique et centrale.

La guerre impérialiste que soutient Blum et Thorez ne sera pas une guerre pour l'indépendance tchèque, de même que la guerre de 1914 (la guerre que vous avez déjà soutenue, Monsieur Cachin) n'était pas une guerre pour l'indépendance serbe.

La guerre des deux axes sera une guerre impérialiste par essence. Aider les ouvriers allemands et aussi les ouvriers tchèques soumis à une double oppression, nous, les ouvriers français, ne le pouvons qu'en engageant la lutte contre notre propre bourgeoisie. L'ENNEMI EST CHEZ NOUS ! Nous oublions pas le mot d'ordre de Karl Liebknecht.

Les bourgeois démocrates français et leurs valets socialistes et stalinien s'indignent de l'acte de brigandage de Hitler. Hypocrites !

Messieurs les démocrates, libérez le Maroc, l'Algérie, l'Indochine ! Donnez le droit de libre disposition à l'Alsace-Lorraine ! Messieurs les démocrates et humanitaires Chamberlain et Attlee, libérez l'Irlande du Nord, les Indes, la Palestine !

Protester contre l'acte de brigandage de Hitler, seuls les internationalistes prolétaires conséquents en ont le droit, seuls ceux qui ont rompu toutes leurs attaches avec le capital financier et qui sont engagés dans la lutte sans merci contre le capitalisme, le régime de brigandage, de misère et de guerre.

LA RUINE DU PAYS

Pour 1937, les dépenses mondiales d'armement montaient à 357 milliards de francs, soit près d'un milliard par jour. Pour 1938, ces dépenses ont été de 650 milliards, soit un milliard 500 millions par jour.

Ces chiffres dépassent le total des dépenses quotidiennes des belligérents en 1918, en pleine guerre, et à son plus haut point de développement !

En France, les armements dévorent entre 15 et 20 % du revenu national (et c'est pire qu'en Allemagne et en Italie).

Et c'est à peine 12 % du revenu qui va à l'accumulation, c'est-à-dire à de nouveaux investissements, l'enrichissement réel.

Ainsi, les armements mangent, et au-delà, la marge d'accumulation, nécessaire au développement normal, même dans le régime capitaliste.

Comme le note le Pays Socialiste, si cela continue ainsi l'Europe se trouverait d'ici peu d'années, même sans guerre, dans le dénuement le plus complet et livrée tout entière à la sauvagerie totalitaire.

Seule la lutte de classes pour le socialisme pourra mettre fin à cet état de choses.

Après la libération de Ta-Thu-Thau et de ses camarades

Nous reproduisons l'article suivant d'après le numéro du 9 mars du vaillant journal de Saïgon « La Lutte » :

ET LES SECOURS INTERNATIONALS ET LES PEUPLES COLONIAUX

Enfin le gouvernement colonial a cédé. Nos camarades Ta-Thu-Thau et Nguyen van So ont été successivement libérés, ainsi que les staliniens Tao, Mai et Ninh.

Il est certain que leur « libération conditionnelle », à quelques mois de l'expiration de leurs peines, a été arrachée par l'opinion publique de ce pays.

C'est aux organisations des travailleurs indochinois — depuis les associations de journaliers jusqu'aux plus petits groupements d'ouvriers et de paysans que revient le mérite d'avoir luté pour la liberté de nos camarades. Et nous sommes fiers d'avoir été soutenus par de si nombreux sympathisants dans cette lutte contre l'oppression.

Aux vœux naturellement tous nos remerciements. Cependant, nous ne pouvons oublier la campagne courageuse et patiente, que mènent depuis deux ans nos camarades du POI du SI, du Secours International (Solidarité - Liberté - S.I.S.L.) de France.

Les noms de Ta Thu Thau et de Nguyen van So ont été, plus d'une fois, prononcés avec angoisse devant des auditoires d'ouvriers et de paysans de France en même temps que ceux de staliniens Tao, Mai, Ninh, de l'Algérien Messali Hadj et du Marocain El Fassi.

Ils ont été les seuls, nos camarades du SISL, à mener la lutte, car depuis le Front populaire, le Secours de France — ce reste immonde de l'ancien Secours Rouge International — est devenu subitement muet quand il s'agit de défendre les victimes de l'Impérialisme.

Les partis « socialistes » et « communistes » depuis 1936 observent constamment un silence gêné devant les répressions dans les colonies.

Ils sont tous pour l'Empire ! Nous nous en voudrions de ne pas remettre sous les yeux de nos lecteurs — particulièrement de nos camarades de France — cette déclaration de notre camarade Ta-Thu-Thau publiée par le quotidien saïgonnais « Dan Moi » :

« Je vous prie aussi de transmettre mes remerciements aux organisations d'ouvriers et d'employés d'Indochine aux journalistes de ce pays et à quelques amis de France comme Francis Jourdain, Daniel Guérin, au Secours International Solidarité Liberté à toutes les organisations de l'IV^{ème} Internationale qui ont luté énergiquement contre la répression anti-ouvrière dans les colonies. »

A cette belle tâche de nos camarades français, les travailleurs indochinois se doivent d'associer leurs efforts.

Nous disons sans embages : « Il faut immédiatement mettre sur pied une section indochinoise du S.I.S.L. !

Que nos camarades, que nos amis, que nos sympathisants, que tous ceux qui veulent témoigner leur solidarité pour les victimes de la répression se mettent tout de suite à l'œuvre. Qu'ils nous aident à créer une forte section du SISL en Indochine. Vive la solidarité révolutionnaire internationale ! Vive le S.I.S.L.

Trois devoirs impérieux : S'abonner à la Lutte Ouvrière Faire des abonnés Souscrire chaque semaine

Comment la City soutient Franco

Les journaux anglais et américains ont publié le 20 février une information sur laquelle la presse française est restée très discrète. La voici d'après le New-York Times :

« Une société dirigée par Juan March, le millionnaire espagnol qui fut le principal bailleur de fonds du général Franco depuis le début de la guerre civile a été fondée ici (Londres) dans le but « de faciliter l'entrée de produits et de capitaux anglais en Espagne afin de collaborer à la reconstruction nécessaire pour réparer les dégâts de la guerre ».

Un porte-parole de « Juan March and Co » (100.000 livres sterling) expliqua que cette société « espère devenir la principale maison de clearing des importations et exportations de l'Espagne avec toutes les nations, particulièrement avec l'Angleterre ». Il ajouta que la société espérait amener le gouvernement anglais à aider les financiers à acheter des produits anglais pour l'Espagne en utilisant le plan de crédits anglais que l'on développe pour essayer de concurrencer l'expansion commerciale allemande. La société a déjà acheté des produits alimentaires, de l'acier et du matériel de reconstruction des ponts et chemins de fer, ainsi que des engrais.

Pratiquement, deux possibilités seulement peuvent être envisagées : le resserrement des liens entre Berlin et Rome, la limitation à une offensive européenne qui serait extrêmement rapide — la situation de crise politique et économique de l'Allemagne l'exige — la partie perdue, Londres et Paris n'aurait plus qu'à s'associer à la croisade anti-soviétique.

Or, l'Italie semble traverser une période d'attente. Les journaux de mercredi laissent entendre qu'au Grand Conseil Fasciste, il a été décidé de laisser momentanément en suspens les revendications méditerranéennes de l'Italie. Il est probable qu'il faut voir là en partie le résultat d'une pression allemande ; dans un moment plein de danger, Hitler veut concentrer les forces de l'axe sur un objectif unique.

Mais il y a plus dans l'hésitation de l'Italie. Jusqu'ici c'est elle qui a fait les frais de la politique allemande ; elle n'a rien gagné en Méditerranée et elle a perdu le plus gros de son in-

H. MORRIS.

Pendant qu'ils repensent ou ne pensent pas...

L n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales : il n'y a plus que la guerre.

Qui disait cela ? C'est tellement et si terriblement actuel qu'on serait tenté de répondre : Daladier ou Paul Reynaud ou un des politiciens bourgeois qui sévissent présentement.

Et bien non ! Cette déclaration « actuelle » est ancienne. Elle a été faite le 13 janvier 1915 par le célèbre Millebrand aux délégués de la Fédération des Métaux (1).

« Pour les femmes et les enfants, l'exploitation est plus odieuse encore et dépasse tout ce que l'on peut imaginer. Elle est monstrueuse, et jamais nos organisations n'ont connu autant de malades, de blessés, et surtout d'ectropiés, parmi ces femmes et ces enfants qui sont, au surplus, les victimes des compagnies d'assurances.

« Nous répétons que les responsables n'ignorent rien de cette pénible situation. A toutes les réclamations, on objecte « l'état de guerre ». Ce dernier n'empêche pas les bénéfices scandaleux qu'on tolère complaisamment aux industriels et à leurs multiples intermédiaires, alors que l'on parle toujours des devoirs des ouvriers travaillant pour la guerre, et d'une nécessaire réduction de leurs salaires. » (1)

Voilà ce que déclarait, entre autres choses, la commission exécutive des Métaux, les 2 et 9 octobre 1915.

Il est vrai qu'alors la Fédération des Métaux était conduite par des opposants à la guerre impérialiste, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Car aujourd'hui, avant la guerre, la direction de la Fédération des Métaux « laisse passer » toutes les mesures gouvernementales et patronales, et ce, au nom des intérêts de la défense nationale, c'est-à-dire des profits capitalistes.

Les pleins pouvoirs de Daladier s'annoncent par un renforcement de l'offensive patronale contre les conditions de travail et de vie des travailleurs exploités. Par un décret le gouvernement des capitalistes autorise les patrons à imposer jusqu'à 60 heures de travail par semaine à leurs ouvriers contraints à « gagner leur vie » dans la fabrication des armements. Et si 60 heures ne suffisent pas, ces messieurs les patrons pourront aller plus loin, exiger plus d'heures encore. Pour les encourager, le gouvernement s'engage à leur prêter de l'argent à bon marché et réduit le taux d'augmentation des heures supplémentaires à 5 p. 100 à partir de la 46^{ème} heure. Et voilà ! Ouvriers, suiez des profits tant et plus, c'est pour la « sécurité du pays » ou plus exactement la sécurité et l'accroissement des capitaux de MM. les exploitateurs et massacreurs de prolétaires.

Lois sociales saccagées, détruites, répression patronale et gouvernementale renforcée, multipliée, libertés ouvrières mises en échec, menacées gravement, coût de la vie toujours plus cher, ce sont les résultats de la subordination du mouvement syndical aux nécessités impérieuses de la défense nationale de l'impérialisme français, de sa guerre, celle aux « bénéfices scandaleux » des exploitateurs-prolétaires de la chair à canon constituée par les masses laborieuses de tous les pays.

Avec ça Jacques Duclos peut déclarer avec emphase à la Chambre des Députés veules et lâches que « les communistes ne sont pas opposés au principe des sacrifices pour les travailleurs ». Il exige la contre-partie pour les capitalistes. Exigence platonique et compromise pour mieux servir les intérêts des maîtres capitalistes alliés momentanément à la bureaucratie soviétique usurpatrice et contre-révolutionnaire.

Où, mais, diront de bons camarades bernés, « encasernés », nos dirigeants ne veulent pas sortir de la légalité républicaine parce que la tâche immédiate, urgente, est de défendre et sauver la République et ses libertés actuelles.

Nos camarades espagnols ont connu ça dans une situation plus tragique

que la nôtre et aussi plus douloureuse. Nous voyons aujourd'hui les Miaja, Casado et autres « bons » républicains écraser la fameuse république pour tant bourgeoise.

En réalité, la crise du capitalisme exige de la classe ouvrière qu'elle accomplisse des tâches révolutionnaires et non réformatrices du régime existant.

Où, comme écrit le Temps :

« Tenir pour sacrés les traditions républicaines, c'est présentement tout subordonner au salut du pays. C'est accepter d'avance tous les sacrifices qu'imposera la défense nationale. » (numéro du 21-3-39).

Les faits présents, comme passés (voyez 1913) démontrent que c'est le Temps qui a raison, et que ce sont les travailleurs qui font les fameux sacrifices.

Et les ouvriers se divisent sous les effets de l'offensive de classe du patronat et de son gouvernement ; l'égoïsme du gain individuel fait de terribles ravages dans leurs rangs. Que vont devenir les conventions collectives de l'économie de guerre impérialiste ?

La convention collective de la métallurgie parisienne vient à expiration le 1^{er} mai 1939. Pouvons-nous supposer naïvement un seul instant que les patrons ne feront pas comme leurs « frères de classe » de l'aviation ?

Toute la Métallurgie se trouve menacée à nouveau avec l'aviation. Il serait possible de réunifier le mouvement ouvrier de toutes les branches de cette industrie. Mais pour cela il ne faut évidemment pas se soumettre aux nécessités de leur défense nationale.

Ce que fait la CA de notre CGT (ne connaissant pas encore la résolution qu'elle doit prendre aujourd'hui mardi, nous ne pouvons en parler précisément), est la traduction renouvelée de son attachement à ce qu'on appelle le « salut du pays » et qui n'est autre que la soumission aux exigences exposées par « Le Temps ».

Certains de nos dirigeants syndicaux « repensent » à leur manière le syndicalisme, d'autres ne pensent pas, ils exécutent une politique chauvine, patriote qui ose encore s'intituler « communiste » et qui est son contraire.

« Munichois » et « anti-munichois » tous se rejoignent, en repensant ou en ne pensant pas, pour entraîner la classe ouvrière vers le désastre, le charnier capitaliste, appelé poétiquement, on s'en souvient, le « champ d'honneur » ou d'horreurs...

Ainsi les querelles entre ceux de nos dirigeants qui repensent ou ne pensent pas apparaissent bien superficielles, quoique ceux des « Amis de Syndicats » ont l'avantage d'être « naturellement » réformistes social-patriotes et n'ont pas à utiliser pour le moment les méthodes odieuses du stalinisme pour s'affirmer ce qu'ils sont. Cependant ces querelles, dans la période de recul actuel, peuvent devenir dangereuses pour l'unité du mouvement syndical et sans avantage pour les intérêts ouvriers, bien au contraire.

Pour sauver nos organisations syndicales de l'enlèvement, de la décadence, de la désagrégation, une seule voie existe : leur imposer la discipline des luttes nécessaires à la défense des conquêtes ouvrières qui restent encore et à la conquête de revendications vitales.

Pour cela il faut que la classe ouvrière s'unisse et s'exprime librement, sans les entraves de la bureaucratie syndicale et sa diplomatie secrète collaborationniste. Seuls les Comités ouvriers de la situation présente et qui ont la forme d'organisation qui conviennent à la situation présente et à l'intérêt du mouvement syndical étranger de plus en plus à l'intérêt de la bureaucratie qui l'exploite.

Place à la voix des travailleurs ! Aux travailleurs eux-mêmes à décider, diriger, conclure, leurs luttes et leurs objectifs !

Cette démocratie-là est notre démocratie. Elle unit les exploités au lieu de les diviser comme cela se passe aujourd'hui.

J. BOITEL.

JUIN 36 : 40 Heures MARS 39 : 60 Heures

Après la dénonciation de la convention collective de l'aviation

Contre le retour de l'arbitraire patronal

Depuis la signature de la Convention Nationale de l'Aviation le 14 avril 1938, les pouvoirs publics aux ordres du patronat ont épaulé les attaques contre nos conditions de travail, attaques facilitées d'autre part par la passivité de la CGT qui, au lieu de défendre nos intérêts, se met à la remorque du gouvernement et des parlementaires dits de gauche pour le maintien des rapines des capitalistes. En langage diplomatique on appelle ça la sécurité du pays. Cette politique d'union avec nos exploitateurs est incompatible avec la lutte pour les revendications ouvrières. L'exemple de l'évolution de la situation des travailleurs des usines de moteurs d'aviation confirme malheureusement notre appréciation. Les ouvriers de chez Gnome-et-Rhône le comprendront-ils ?

LA SITUATION DANS LES USINES DE MOTEURS

Avant la signature de la Convention Nationale de l'Aviation, les patrons des usines de moteurs (Gnome et Rhône, Hispano, Salmson, Renault et même Lorraine) ont démissionné du syndicat patronal signataire de la convention et constitué un syndicat qui a refusé de signer. En droit, il fallait que la convention nationale soit étendue par arrêté ministériel pour être appliquée obligatoirement dans les usines de moteurs. L'arrêté d'extension parut le 5 août 1938. Aussitôt le syndicat patronal des moteurs d'aviation s'opposa à son application et il obtint le 12 novembre 1938 une décision du Conseil d'Etat qui annule l'arrêté du 5 août.

La Convention Nationale de l'Aviation a donc duré du 5 août au 12 novembre 1938 pur duré.

La situation pouvait être remontée tant que la Convention existait, maintenant il n'en est plus rien, le 13 mars 1939 le syndicat patronal (Union syndicale des Industries Aéronautiques) signataire, l'a dénoncée et elle cessera d'être appliquée à partir du 14 avril 1939 dans toutes les usines de cellules ou d'accessoires d'aviation du pays.

LA REUNIFICATION DES INTERETS OUVRIERS DANS LE RECL

Les patrons veulent niveler les salaires de l'aviation sur ceux de la métallurgie. Ils profitent de l'état de faiblesse de la Fédération des Métaux pour tenter le retour aux méthodes féodales d'avant juin 1936. Les camarades se désintéressent de l'organisation syndicale qui n'a pas su rester sur une orientation « lutte de classe ».

L'intérêt ouvrier collectif est remplacé peu à peu par l'intérêt individualiste momentané. Les 40 heures sont un souvenir et les heures supplémentaires permettent d'obtenir des salaires extraordinaires. C'est la course au boni (jusqu'à 4 fr. de l'heure ce qui porte parfois le taux horaire à 18 fr.) et aux heures supplémentaires (certains ouvriers viennent même travailler le dimanche et font 60 heures). Les droits des délégués sont anéantis par le décret du 12 novembre 38 et du 1^{er} mars 1939.

Camarades ouvriers, nous sommes en train de creuser notre tombe, il est temps de s'arrêter. Les hauts salaires ne vont pas durer longtemps encore. Le gouvernement Daladier prépare de nouveaux décrets-lois, aux 2 % s'ajoutent l'augmentation de la durée légale du travail et bientôt la diminution du salaire horaire. On tentera encore de nous faire avaler ces capitulations sous le prétexte mensonger des nécessités de la défense nationale.

Pendant ce temps, le coût de la vie augmente, nos salaires horaires sont basés sur l'indice de février 1938 (118,4), le dernier indice de février 39 (128,2) marque une hausse de 8,3 %. Nous avons droit à un rajustement et nous devons rejoindre nos camarades de la métallurgie qui ont demandé une augmentation de 8 p. 100 de leurs salaires.

Nos dirigeants syndicaux nous ont amené au bord de l'abîme, depuis novembre 1938 nous n'avons plus de convention collective et ils n'ont pas bougé. — Leur faire confiance dans la lutte, Pour une nouvelle convention collective nationale de l'aviation, Contre l'abaissement des salaires, Pour un rajustement immédiat de 8 % et contre le prélèvement de 2 %, Pour le retour au 5-8 et contre toute heure supplémentaire, ce serait permettre aux patrons et à l'Etat de continuer leur offensive.

Nous défendrons directement nos intérêts en constituant une commission de mise au point de la Convention Nationale, édue par tous. Les travaux des commissions de toutes les usines seront centralisés et elles éliront le co-

Tous feux éteints

DALADIER n'a pas caché qu'il demandait les pleins pouvoirs afin de préparer le pays à la guerre dans les mêmes conditions de « rapidité » et de « secret » que dans les pays totalitaires.

Cela lui a été accordé sans difficulté par la Chambre, bien que plus de 250 députés se soient prononcés contre les pleins pouvoirs. En effet, les opposants n'étaient pas contre « la rapidité » et le « secret ». Ils étaient seulement contre la forme du ministère. Ils voulaient son élargissement, c'est-à-dire tout simplement des ministres socialistes et staliniens pour épauler les autres. Le souvenir d'Albert Thomas les hante...

Ainsi, la France se laisse conduire les yeux fermés. La diplomatie la plus se crée dans la nuit, les capitalistes qui tirent les ficelles feront ce qui leur plaira. Les Wendel, Rothschild, Finaly, Renault, Schneider, et Cie, qui tressent les couronnes chaque jour à Paul Reynaud leur serviteur, agront au mieux de leurs intérêts. Pour les 200 familles, il y aura peut-être de la rapidité, mais il n'y aura pas de secrets!

Nous devons nous prononcer une fois de plus contre la diplomatie secrète et pourrie, contre les secrets capitalistes toujours tournés contre les peuples, pour la publicité et la connaissance de tous les actes gouvernementaux, qui doivent être connus des masses et discutés par elles. Ce serait le premier pas démocratique...

La Presse muselée

LE décret-loi sur les « informations militaires » stipule qu'il est « interdit de divulguer, diffuser, publier ou reproduire, par quelque moyen et sous une forme quelconque, les informations militaires de toute nature, non rendues publiques par le gouvernement, qui concernent les armées françaises de terre, de mer et de l'air, les unités et services qui en font partie, y compris la défense passive, les matériels qu'elles étudient, commandent et utilisent, les procédés qu'elles emploient, les fabrications et approvisionnements qu'elles effectuent en territoire français ».

Les pénalités vont jusqu'à la peine de mort (loi sur l'espionnage), en commençant par la « saisie administrative » des écrits ou imprimés.

Il est nécessaire de faire remarquer au sujet de ce décret :

- 1) Qu'il vise en fait les informations sur toute la vie économique et sociale du pays, étant donné qu'actuellement l'activité entière de l'industrie, de l'agriculture et du commerce est mise au service de la mobilisation totale et de la « nation armée ».
- 2) Par conséquent le gouvernement se réserve le droit de diriger les informations de la presse comme en régime nazi (on prépare un ministère de la propagande, et la censure ne tardera pas à être rétablie). En fait, le gouvernement dispose donc du moyen de liquider toute liberté de la presse déjà si réduite.
- 3) Pour une information banale, on pourra faire appliquer la peine de mort. Voilà la menace qui pèsera sur tous les socialistes, et grâce à laquelle on veut faire régner un régime de terreur.
- 4) Enfin, la loi vise les correspondances privées aussi bien que les journaux, et même les conversations !

LISEZ

La leçon de l'Espagne

dernier
avertissement

par

Léon TROTSKY

mité chargé de mener les pourparlers sur la base du rapport de forces que les ouvriers seront capables de déterminer. C'est la seule voie pour éviter les compromissions, la diplomatie secrète et les trahisons. (Extrait du Bolchevick de chez Gnome et Rhône, édité par le P.O.I.)

Vers l'hitlérisation des usines d'aviation ?

Lundi 13 mars, l'Union syndicale des Industries Aéronautiques dénonce la convention nationale de l'Aviation qui arrive à échéance le 14 avril 1939. Légalement la possibilité de discuter une nouvelle convention nationale était conservée et la lutte pouvait s'engager dans ce sens dans les usines.

L'un des nouveaux décrets-lois du 21 mars modifie la situation. Il institue le régime des 60 heures dans les entreprises travaillant dans l'intérêt de la défense nationale. Pratiquement cette formule habile permet d'instaurer les 60 heures dans toutes les entreprises.

C'est ainsi que l'aviation, qui fut à la tête des luttes ouvrières en 1936, devient après avoir passé par la nationalisation, l'arrière garde du mouvement. A la suite des grèves d'avril 1938, la sentence Jacomet avait institué les 45 heures, que la Fédération des Métaux avait accepté, puis le régime des heures supplémentaires a pris de l'extension. Maintenant, le gouvernement donne un coup de pouce supplémentaire en passant aux 60 heures en 6 fois 10 certainement. Le décret prévoit même la possibilité de faire plus de 60 heures pour les fous qui voudront travailler le dimanche.

En fonction du régime de travail qui va s'instaurer en commençant par l'aviation et les usines d'armement, que vont devenir les 3 équipes de 8 heures pour les usines travaillant 24 heures ? Supprimerait-on une équipe en créant 2 équipes de 10 heures ? Nous reparlerons de ces questions de l'organisation de la production. Il est en tout cas certain que le nombre des chômeurs augmentera et qu'ainsi les patrons auront une réserve de main-d'œuvre leur permettant d'imposer de plus en plus leurs méthodes arbitraires.

Revenons à la Convention Nationale.

Alignement des salaires sur les conventions régionales de la métallurgie.

Le même décret-loi indique dans son article 5 que « les rapports entre les employeurs et leur personnel... sont obligatoirement régis par la convention collective de travail de l'industrie à laquelle les entreprises appartiennent ». Ainsi dans la région parisienne la Convention de la Métallurgie remplacera la Convention Nationale de l'Aviation. Le salaire minimum se trouvera ainsi abaissé de près de un franc de l'heure. Prenons quelques exemples de salaires : ajusteur aviation, 11,50 ; métallurgie, 10,56 ; outilleurs aviation, 12,25 ; métallurgie, 11,55 ; chaudronniers aviation, 13 fr., métallurgie, 11,98.

En province les différences de salaires sont plus importantes encore, alors que la convention nationale de l'aviation prévoyait un abattement de 12 ou de 18 pour cent par rapport à la RP, les conventions collectives métallurgie établissent des salaires décalés de 20 à 45 pour cent sur ceux de Paris.

Les 60 heures permettront, il est vrai, aux ouvriers de parfaire leurs salaires. Les 5 premières heures sont majorées de 10 % et les 15 suivantes de 5 % seulement, si bien qu'un ouvrier faisant 60 heures percevra, à la fin de la semaine son salaire horaire multiplié par 61,25.

Comment résister ? Répondre à cette politique des heures supplémentaires qui aboutit au heurt des travailleurs occupés et des chô-

meurs et qui les livre au patronat, garantissant les avantages acquis par les occupations d'usines, telles sont les soucis des militants.

La résistance n'est possible qu'à la condition d'avoir la claire notion des responsabilités dans la trahison de nos intérêts. Il faut enfin que les travailleurs se persuadent que le Front populaire a permis à la bourgeoisie de reprendre ce qui lui a été arraché par l'action directe, que sur sa lancée elle va même au-delà puisqu'elle revient aux 60 heures inconnues depuis 1920. Les traites ce sont avant tout ceux qui ont abusé de la confiance ouvrière à la direction des organisations syndicales ou des partis politiques, les autres, ceux que la bourgeoisie a détaché dans le Front populaire (radicaux et leurs acolytes) ce sont nos ennemis de toujours.

Il n'est pas possible de résister si les travailleurs ne comprennent pas que la politique d'union sacrée s'oppose à la défense de leurs intérêts. Vouloir une « production intensive plus que jamais indispensable pour la défense nationale » (communiqué de la Fédération des Métaux du 18 mars) vouloir beaucoup d'avions et les vouloir à bon marché, être pour une économie de guerre, c'est imposer le régime de la trique et les diminutions de salaires c'est en fin de compte ouvrir la voie au fascisme.

Camarades de l'aviation, vous pouvez imposer votre volonté de lutte, vous pouvez conserver votre convention nationale, vous en avez la force. Organisez vos commissions d'entreprises composées de meilleurs militants les plus clairvoyants et les plus courageux, établissez la liaison avec les ouvriers de la métallurgie et il sera possible de défendre victorieusement la convention nationale et le rajustement des salaires de 8 %. — C. B.

Chômage et travail forcé

Dans le train des 18 décrets-lois il en est un qui empêche un travailleur de changer d'entreprise de son plein gré. Un autre décret le complète, c'est celui qui permet de priver un chômeur des allocations de chômage pendant un an s'il refuse un emploi dans une usine travaillant pour la défense nationale.

Un exemple : telle usine d'aviation de la R.P. sera transférée dans la Nièvre. Les ouvriers professionnels refuseront de s'expatrier. Comme il ne seront pas licenciés, ils ne pourront pas retrouver du travail et seront obligés d'aller au chômage. Là, l'Office de placement les affectera dans la Nièvre et s'ils refusent encore, ils seront privés de l'allocation.

On voit sur cet exemple, comment le gouvernement a résolu la question de la décentralisation en fonction de la main-d'œuvre. A cette opération, s'ajoutent les diminutions de salaires entre la R.P. et la province. Si la classe ouvrière ne réagit pas, ce sera bientôt l'institution de la carte de travail, comme en Allemagne.

Une Assemblée sur l'Espagne MARDI 28 MARS, à 20 h. 30

Tous les militants de la Région parisienne doivent être présents à la GRANDE ASSEMBLEE D'INFORMATION sur

LA LEÇON DES EVENEMENTS D'ESPAGNE

La guerre civile espagnole a apporté des enseignements d'une grande richesse à toute la classe ouvrière internationale.

Nous devons les étudier sérieusement.

Une série d'articles importants sont déjà parus dans la Lutte Ouvrière. Dans toutes les réunions nos camarades doivent les étudier et les faire connaître.

Vous avez creusé votre tombe !

Les élections du 20 Mars

Deux élections législatives ont eu lieu le 20 mars à Nice (Alpes-Maritimes) et Aubusson (Creuse).

Les résultats marquent un recul important du Front populaire. A Nice, avec 1.200 votants de moins qu'en 36 (sur 18.329), Leca (SFIO) a 963 voix au lieu de 1983 deux ans plus tôt. Robini (communiste) 3.696 au lieu de 4.430. Soit une perte de 1.800 voix pour les deux partis.

A Aubusson, le communiste Dumont recueille 1888 voix contre 2.132 en 36,

et le candidat SFIO n'en a que 3.144, contre 5.139, soit pour les deux partis une perte de 2.500 voix.

Les voix radicales et réactionnaires ne marquent d'ailleurs pas une poussée très significative. Il n'en reste pas moins que ces résultats marquent une lassitude envers la politique chauvine et capitaliste du Front populaire. D'ailleurs leur importance est bien réduite au moment où le Parlement s'agenouille devant l'état de dictature que lui impose le gouver-

LÉON TROTSKY

APRES MUNICH

UNE LEÇON TOUTE FRAICHE
(Sur la question du caractère de la guerre prochaine)

1 broch. 24 p. - 1^{re} - Publications Populaires

Ce qu'il faut lire

J'ai dit qu'il nous faudra des poètes...

« Mais je dis aussi que, de temps en temps, nous serons obligés de leur jeter des coups de pied au cul. »

« L'Homme de Fra Joséphine ».

(JEAN GIONO : Que ma joie demeure.)

Dans notre précédent numéro de La Lutte est paru le début de cet article, critiquant plus particulièrement les conceptions exposées par Jean Giono dans sa « Lettre aux Paysans ». Dans le premier paragraphe de cet article il fallait lire : « Comme cela — il fait 40 heures de travail — il a plus de temps pour lire. » E non pas, « il n'a plus de temps... », etc.

Ci-dessous la fin de l'article.

Il faut, dans ces choses-là, laisser ses désirs de côté, et voir sainement la réalité. Et la réalité, c'est que ceux qui ont crevé sur les champs de bataille de la « grande guerre », c'étaient, pour la grande majorité, des ouvriers et des paysans. (Il y a eu dans l'histoire des guerres où tous les soldats étaient paysans. L'industrie n'était pas née et il n'y avait pas d'ouvriers. C'est la raison). Pour la prochaine, on mettra les femmes et les gosses d'ouvriers dans les usines, et avec eux les fils de gros et de petits bourgeois, qu'il faudra « planquer » à l'arrière. Les ouvriers, pour la plupart, ils se retrouveront avec les paysans, là où l'on pourrait « dans la gloire ».

A vous lire, Giono, on pourrait croire que la société est composée de paysans et d'ouvriers seulement. Et que les véritables ennemis des paysans sont les ouvriers... Ce qui est curieux, c'est que vous n'avez pas remarqué qu'ouvriers et paysans avaient un ennemi commun. Et je ne m'écarte pas de la question de la guerre. Un ennemi commun qui pousse les ouvriers et les paysans de tous les pays à se massacrer entre eux...

Et ça force à réfléchir... Quand la vigne de Manosque est menacée par le phylloxéra — si ça arrive — je suis sûr que les vigneronnes de Manosque font comme les vigneronnes de partout. Ils n'implorent pas le ciel, ils n'accusent pas la vigne. Ils combattent le phylloxéra avec du sulfure de carbone (un vilain produit de l'industrie chimique). Peut-être se disent-ils, pour eux-mêmes, que dans les temps anciens, la vigne devait se défendre elle-même. Mais ça ne leur suffit pas, et ils luttent contre le phylloxéra, ils tuent l'ennemi de la vigne...

Et je dis cela en pensant toujours à la guerre. Quand le peuple se laisse gagner par le chauvinisme, et qu'il est prêt de se laisser écraser par la guerre, il sert à rien de regretter les heureux temps passés, ni d'opposer les paysans aux ouvriers. Le rôle de l'intellectuel, s'il voit clair, c'est de fournir au peuple du sulfure de carbone. Il faut tuer le phylloxéra...

Mais je veux parler de « septembre ». Je sais, Giono, autrement que par vos écrits, que vous avez été courageux. Vous avez dit que vos actes seraient conformes à ce que vous aviez écrit dans « Refus d'obéissance ». Et je le crois. Mais pourquoi, alors, avez-vous signé ce télégramme à Daladier et Chamberlain, ce télégramme où « vous comptiez sur une union étroite des gouvernements anglais et français... pour sauver la paix par tout arrangement équitable ». Vos souhaits étaient inutiles. Les chargés d'affaires de l'impérialisme franco-anglais ont bien défendu leurs intérêts menacés. Mais pourquoi participer au mensonge en semant la confusion sur le rôle véritable des gouvernements ? Je connais votre réponse : il fallait « intimider les gouvernements ». Mais les supplications sont peu propres à intimider les bandits impérialistes — « démocratiques » ou « fascistes », « pacifistes » ou « bellécistes ». — Et le seul moyen de les intimider, c'était de dresser contre eux l'ensemble des victimes en suris. Et il fallait pour cela non pas implorer Monsieur le Président du Conseil, mais dénoncer le rôle criminel de la bourgeoisie française et allemande, anglaise, et italienne. Et faire appel à la fraternisation des peuples.

Il y a eu Munich. Et « vous avez poussé un grand cri de victoire ». Vous pensez de plus (c'est écrit le 14 octobre 1938) « que la suite logique de l'aventure de septembre 1938, c'est le

Une brochure à répandre éditée par les
**JEUNESSES SOCIALISTES
REVOLUTIONNAIRES**
**« OU VAS-TU,
JEUNE TRAVAILLEUR ? »**
Vie et lutte d'un jeune
Prix : 1 fr.
Commander aux Publications
Populaires

désarmement universel ». Hélas ! Je crois qu'à l'heure où j'écris, moi, il n'y a plus besoin de dénoncer de pareilles illusions... Nous l'avons fait à l'époque.

Non, Giono, « nous ne sommes pas à deux doigts d'être écrasés » par la guerre. Et pour l'empêcher s'il est encore temps, ou pour l'arrêter — car la lutte contre la guerre ne s'arrête pas, ne doit pas s'arrêter quand le massacre est commencé — il faudra autre chose que des supplications à Daladier et à Chamberlain.

Il faudra autre chose. Mais vous êtes contre la violence. Et la violence il n'y a pas d'autre choix que de la subir, on de la retourner contre ceux qui l'imposent. Qui nous l'imposent pour les besoins de leur sale jouissance...

Et vous vous êtes trompé sur toute la ligne, Jean Giono. C'est la logique. Vous dites : « ...d'abord, nous devons tous une fière chandelle aux instituteurs et aux P. T. T. » Alors, ça veut dire que nous devons une fière chandelle à Bonnet, à de Monzie, et même à Daladier. Et je suis justement, moi, dans les P.T.T. — (en passant, je peux bien dire que c'est un sale métier, mais qui est nécessaire. Un métier qui ferait que si on le supprimait (pour gouter à la magie des temps passés), Giono ne pourrait plus envoyer de « Lettres aux Paysans », ni de lettres à personne...) — Je suis P.T.T. et syndiqué. Et je sais que « l'aveu a été fait — que le « Manifeste » des postiers et des instituteurs est sorti des ministères de la bourgeoisie. Un manifeste d'hommes libres, quoi ! Maintenant on peut penser que Messieurs Bonnet et de Monzie sont de grands pacifistes.

Dans ces conditions, il ne fallait pas cacher l'accord qui existait. Il fallait mettre, à côté de la signature des deux syndicats, celles des ministères « pacifistes », c'aurait été plus honnête...

Je sais qu'il ne faut rien négliger pour lutter contre la guerre. Nous autres, révolutionnaires, nous sommes prêts à marcher avec des gens qui n'ont pas encore compris qu'il faut faire la Révolution, mais des gens qui sont honnêtes.

Nous avons fait le travail qu'il fallait faire en septembre en commun avec des camarades syndicalistes et anarchistes (Cercles Lutte de Classe, CGT-SR). Il faut s'en excuser, on n'a pas pensé à aller voir dans les ministères... Car nous sommes « sectaires ».

Comme cela, on ne risque pas de se voir « offrir » la Légion d'honneur. C'est un avantage. Ce qu'on nous « offre » à nous, est tout différent. Et je viens encore de recevoir un petit billet à l'instant, qui me promet de drôles de récompenses. Une invitation aimable à passer chez le juge d'instruction, en attendant mieux. Il faut bien dire quelques mots sur ce petit bout de ruban que vous avez « accepté ».

Quand un camarade m'a appris cette nouvelle qui vous « honore », j'ai dit : « Penses-tu ? C'est une blague ! » Et nous étions nombreux, qui ne pensions pas comme vous, mais qui avions de l'estime pour vous, à ne pas y croire. Alors, nous avons lu le « Canard Enchaîné ». On n'avait pas crié avant. Pourtant c'était vrai. Votre explication n'est pas rassurante. Vous avez « accepté » dites-vous pour « montrer qu'on peut l'avoir et suivre quand même la voie qu'on s'est tracée ». Mais ce qui est grave, ce qui aurait dû vous révolter, c'est qu'on vous l'ait offerte. La bourgeoisie ne distribue ses récompenses qu'à ceux qui la servent, ou dont elle espère se servir. L'offre, en elle-même, est injurieuse. Et vous avez « accepté ». Je sais que vous vous proposez, dans des circonstances données « de la rendre et ainsi de marquer un coup ». Un coup qui sera de bien faible portée et qui ne suffira pas à effacer le fait que vous l'avez « acceptée ».

Alors, je pense à toute cette jeunesse qui vous admire et vous suit. Et parce que « Je vois la chose sur le plan social », comme l'Homme de Fra Joséphine, je veux vous dire ceci. Quand vous vous adressez encore à la jeunesse : « cessez de profiter de votre avantage de poète. Ne la couvrez plus d'images. Ne jetez plus sur elle toutes ces images qui la lèchent avec leur langue ». Car je connais l'attrait de ces images. Je sais qu'elles ont le pouvoir magique de tout déformer et de tout faire oublier. Et c'est là qu'il faut voir la raison de leur succès...

Ce que vous proposez aux hommes, c'est une évasion. Et ceux qui vous lisent s'évadent par la simple lecture, comme d'autres cherchent l'oubli dans l'alcool ou l'espoir dans la religion. Comme les désespérés recherchent les bonheurs passés en s'abandonnant à l'opium.

Et j'ai de bons camarades qui se sont laissés griser par vos images, au point de ne plus voir le réel.

Et je crains le réveil de ces bons camarades...

Non, Jean Giono, ne les couvrez plus d'images... « dites peu de mots ; dites-les justes ».

Car je pense que c'est l'Homme de Fra Joséphine qui avait raison. Je dis comme lui, qu'il nous faut des poètes. Mais je dis aussi, que, de temps en temps...

Marcel BEAUFREBE.

Le Centre Syndical du XIV^e n'est pas pour la défense nationale

Le Centre Syndical du XIV^e a fait distribuer le tract suivant qui se distingue heureusement de la propagande chauvine habituelle des syndicats réformistes et stalinien :

C.G.T. F.S.I.
UNION DES SYNDICATS
DE LA REGION PARISIENNE
Centre Syndical du XIV^e

ALERTE !
L'heure est grave...
Daladier réclame les pouvoirs spéciaux.

Les aura-t-il ?
Il importe peu.
Il s'agit de savoir si le peuple s'inclinera.

Pour lui, il ne s'agit plus de questions financières,
Pour lui, il n'est plus question de défense nationale.

LA DICTATURE EST AMORCEE
Il s'agit de la défense du Capital,
Il s'agit de l'anéantissement des lois sociales.

Il s'agit de l'abrogation des libertés républicaines.
Il s'agit de l'instauration d'un régime autoritaire au service du Capital contre le travail.

Vos organisations mèneront la lutte.
Faites-leur confiance.
TOUS DEBOUT, TOUS UNIS !
Contre la régression sociale,
Contre l'asservissement.

Il est seulement dommage qu'il n'y ait pas le moindre mot pour définir un programme de lutte et qu'on se contente d'en appeler à la confiance dans les organisations qui elles-mêmes, finalement, ne donnent toutes leur confiance à Daladier et ses promesses républicaines. Ce tract ne sera qu'un vain coup d'épée dans l'eau si le centre syndical persévère dans ces formules ambiguës.

Assemblée des Militants

Une assemblée des militants de la Région parisienne du P.O.L. a eu lieu le 21 mars. Cette réunion a été consacrée à l'examen de la situation créée par les pleins-pouvoirs remis au gouvernement, et les décrets-lois qui ont été pris aussitôt. Le rapporteur s'est en particulier attaché à montrer la signification pour les travailleurs des décrets visant le personnel, le chômage, les heures de travail, etc.

Une brève discussion eut lieu ensuite sur les conséquences européennes de l'annexion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne.

Que signifie le mot d'ordre d'une « CONFÉRENCE INTERNATIONALE » ?

Depuis septembre, la crainte de la guerre a provoqué des réactions divergentes au sein même des grandes organisations ouvrières. La peur qui gagne les masses, ce pacifisme instinctif des ouvriers et des paysans, a trouvé un écho jusque dans les directions ouvrières, parmi les bureaucrates réformistes les plus sensibles aux réactions des masses. Développement du CSAGC progressif de la tendance Paul Faure dans le SFIO sont autant de signes de l'horreur grandissante des masses pour la guerre qui vient.

Jusqu'à présent cependant, ce pacifisme s'était contenté de critiques violentes contre la politique stalinienne qualifiée de bellécisme et toute son activité avait consisté à appuyer plus ou moins cyniquement M. Bonnet ou à se laisser inspirer par lui. On lira à ce propos avec intérêt la déclaration de Lacoste au Congrès de la Fédération des Fonctionnaires :

« Il est de mon devoir de révéler que le 27 septembre dernier, au soir, à une heure particulièrement chargée d'angoisse, j'ai accepté une conversation avec une haute autorité du quai d'Orsay qui m'a sciemment menti. »

Que M. Bonnet lui ait menti, quoi de plus normal, le mensonge est l'arme politique essentielle du capitalisme. Mais l'aveu de ce syndicaliste (sic), le premier avec public, confirme pleinement ce que nous avons écrit alors. Le courant pacifiste d'alors a été vendu par les soit-disant réformistes et pacifistes à Bonnet-de Monzie.

Aujourd'hui Bonnet est partisan de la fermeté. Une partie des pacifistes de septembre le suivront dans sa nouvelle voie. Mais la majorité d'entre eux, y compris dans les sommets qui ne veulent pas perdre le contact avec les masses, cherche une politique, un mot d'ordre, une issue.

Que signifie la « Conférence Internationale »

Le mot d'ordre d'une Conférence Internationale, soulevé en septembre par quelques bellécistes effrayés, au lendemain des interventions de Roosevelt devient leur cheval de bataille et c'est à lui qu'est grandement consacré le premier numéro de l'hebdomadaire pacifiste que vient de lancer Paul Faure, le Pays Socialiste, et en particulier l'article économique de Lucien Laurat (mais oui !) et les deux pages qui publient le sténogramme de l'intervention de Spinasse au dernier Conseil National.

Notons tout d'abord que ce mot d'ordre est aussi celui de la majorité du Parti Socialiste et qu'il a été repris, il y a quelques jours, par Moscou. Dans ces deux cas, sa signification est évidente, il s'agit d'un conseil de guerre des démocrates, d'une conférence d'Etats-Majors. Et rien ne ga-

Tribune J. S. R.

Un Congrès des Ecoles professionnelles

Nous avons reçu le communiqué suivant que nous insérons très volontiers.

UNION DES ECOLES
PROFESSIONNELLES DE PARIS
12, boulevard Magenta, Paris (10^e)

Des centaines de jeunes vont dans quelques mois quitter les Ecoles professionnelles.

Certains se verront obligés d'accepter des emplois de manœuvres par suite de leur manque d'aptitudes professionnelles.

Un très grand nombre d'entre eux ne trouveront pas de travail et resteront encore à la charge de leurs parents. Ils seront chômeurs sans avoir jamais travaillé et ce sera pour eux un « malheur d'être jeunes ».

La jeunesse à qui l'on a dit si souvent qu'elle était l'Avenir ne veut pas rester à ne rien faire. Elle veut ; utiliser ses bras et ses capacités.

Elle veut entrer dans la production. Elle réclame du travail.

Pour faire entendre ce cri d'angoisse à l'opinion publique, l'Union des Ecoles professionnelles de Paris vous prie d'assister à son premier Congrès Ordinaire qui aura lieu le 25 mars 1939, à 14 heures 30, à la Maison des Métallurgistes, 94, rue d'Angoulême, Paris 11^{me}. Métro : Couronnes.

Dans l'espoir que vous voudrez bien nous aider à obtenir des Ecoles professionnelles la modernisation des méthodes d'enseignement, de l'outillage et des machines, recevez, cher ami, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La Commission exécutive.

La J.S.R. s'est depuis quelque temps attachée à étudier de très près les problèmes de l'éducation professionnelle et de l'apprentissage. « Révolution » a publié en janvier et février les deux premiers articles d'une enquête sur ce sujet et a esquissé une série de revendications particulières dans ce domaine. La J.S.R. soutiendra tout effort fait dans le sens d'une sérieuse éducation professionnelle à la jeunesse. Elle luttera en même temps pour que l'enseignement professionnel devienne un instrument pour former les jeunes non à la collaboration de classe, mais à la justice de classe. Avec le P.O.L. elle fera tous ses efforts pour intéresser les syndicats à la lutte pour imposer un véritable enseignement professionnel. La bourgeoisie a peur de développer les connaissances de la jeunesse ouvrière ; c'est seulement par la lutte qu'on peut arracher des satisfactions substantielles dans ce domaine comme dans tous les autres.

Avis charitable à l'U. P. J. F.

« Jeunesse de France » le torchon édité par les Jeunesses doriotistes, cite avec satisfaction dans sa dernière revue de presse, l'article que nous avons publié dans notre numéro de février sur le grand traître Léon Jouhaux.

Nous prévenons charitablement ces jeunes messieurs que si nous luttons contre Jouhaux et Cie, c'est dans le

but de redresser l'action syndicale dans le sens de la lutte directe contre le fascisme.

Nous tenons également à leur dire que si nous sommes partisans d'élimer Jouhaux par le libre jeu de la démocratie syndicale, avec les jeunes fascistes nous sommes partisans de la politique du poing sur la gueule.

Avant le Congrès des Jeunesses Communistes

Dans quelques jours aura lieu le 10^{me} Congrès de la Fédération des Jeunesses « communistes » de France.

Ce Congrès se réunira 18 mois après le 9^{me} Congrès qui avait enregistré les 100.000 adhérents. Il est donc nécessaire de faire le bilan. Le bulletin intérieur du Parti communiste paru, il y a quelques semaines, indiquait que le nombre officiel des adhérents à la J. C. était de 51.216.

Raymond Guyot avait déclaré lors du Congrès de Paris qu'il était nécessaire de rallier de larges couches de jeunes pour que la jeunesse communiste devienne la grande organisation de la jeunesse française.

Dans ce but, il fit décider par le Congrès la transformation (amorcée à Marseille), de la Fédération des Jeunesses communistes en une « vaste organisation apolitique de la jeunesse française ». L'« Avant-garde » suivit le tournant et l'organe de combat qui reflétait les aspirations et les luttes des jeunes exploités devint un illustré comme il y en a de dizaines. Depuis le début de l'année 1938 le nom officiel des J.C. inscrit sur les cartes d'adhérents est Fédération des Jeunesses.

Cela n'alla pas sans créer de vives protestations, de nombreux

groupes refusèrent de vendre « L'Avant-Garde », les lettres de démission arrivèrent en masse à la Fédération. Le tirage de l'« Avant-Garde » s'effondra, le même bulletin nous apprend que le tirage s'élevait actuellement à 45.218 numéros. Des départements comptant 150 adhérents vendent 8 « Avant-Garde » !

Cela n'arrête, évidemment, pas les bonzes stalinien, décidés à démontrer malgré tout à la bourgeoisie qu'ils avaient définitivement renoncé à tout rêve de bouleversement social.

C'est dans ce but qu'ils ont sacrifié les intérêts des jeunes travailleurs, tout en s'efforçant de les garder sous son influence pour les utiliser au mieux des intérêts de la bureaucratie de Staline.

En définitive, ils n'arrivent pas à donner confiance à la bourgeoisie et découragent les jeunes travailleurs. Aussi l'on peut dire que le bilan qui sera rapporté devant le Congrès sera un bilan de faillite.

Les jeunes communistes qui, de plus en plus nombreux, se rendent compte de la trahison des dirigeants de leur organisation ne doivent pas se décourager, ils se tourneront vers la J.S.R. qui a recueilli trois fois, à ce relevé le drapeau de l'héritage glorieux de la J.C. d'antimilitarisme et de la révolution socialiste et qui conduira la jeunesse ouvrière à la victoire.

Lisez le numéro de Mars de REVOLUTION

Organe des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires

AU SOMMAIRE :
Notre réponse aux défenseurs de l'Empire ;
Honneur aux ouvriers de Madrid ;
La lutte des jeunes pour le pain quotidien ;
Le contrôle de l'ordinaire ;
etc. etc.

En vente à Paris dans tous les kiosques

Après les événements de Madrid

— Le Comité Exécutif du POUM communique une déclaration sur les événements de Madrid, dont il est difficile de tirer une autre conclusion qu'un soutien de la Junte de Casado-Mija. Il indique « qu'après la chute de la Catalogne, le stalinisme a continué à préconiser, par la bouche de Négrin et del Vago, la résistance à outrance dans la zone centrale. Cette résistance n'avait pas pour but le salut des combattants, mais servait les calculs de Moscou... Staline veut sacrifier à ce calcul des milliers de vies espagnoles dans une résistance désespérée et dépourvue d'objectifs spécifiques. »

Plus loin, les actuels dirigeants du POUM déclarent que c'est le stalinisme qui a provoqué contre la Junte nationale, de défense, un « soulèvement criminel », qui a amené « la guerre civile entre les sections antifascistes ». Ils concluent que « toute résistance à outrance est un sacrifice stérile et un suicide », et qu'il faut garantir les réserves du prolétariat contre la férocité fasciste. Ils proposent de « réserver (sic) la vie des combattants qui formeront les cadres expérimentés de demain et détruire le matériel de guerre accumulé dans la zone centrale. »

Cette résolution est à mettre exactement dans le même sac que l'article du Libertaire. Nous sommes d'ailleurs assurés qu'elle ne correspond pas à l'opinion des membres du POUM, dont le prétendu « C. E. » usurpe la représentation.

Le Gérant : PESCH

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail. Paris